



Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session
Point 134 de l'ordre du jour
Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2012-2013

Propositions concernant le financement des dépenses connexes pour 2012 dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la section II de la résolution 65/269 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à la partie principale de sa soixante-sixième session, dans le cadre de son neuvième rapport annuel, des propositions concernant le financement des dépenses connexes dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement.

Le présent rapport fournit un état actualisé des activités associées au plan-cadre d'équipement, avec un historique des dépenses engagées jusqu'en 2010, des prévisions de dépenses actualisées pour 2011 et une estimation des dépenses pour 2012 et 2013.

Le neuvième rapport annuel explique les changements apportés au calendrier du plan-cadre d'équipement (voir A/66/527, sect. X) à la suite des améliorations liées au renforcement de la sécurité. Celles-ci vont entraîner des retards dans la rénovation du bâtiment des conférences (fin 2012), du bâtiment de l'Assemblée générale (milieu de 2014) et des bâtiments de l'annexe sud et de la Bibliothèque (délai à déterminer). Ces reports ont eu une incidence sur les coûts connexes dans la mesure où certaines activités auront lieu plus tard que prévu précédemment, par exemple la mise en service du nouveau centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques, qui est liée à la rénovation du bâtiment des conférences. Il n'y aura pas d'incidence financière sur les dépenses connexes, conformément à la décision de l'Assemblée manifestée au paragraphe 37 de sa résolution 65/269.



La majorité des dépenses connexes se rapportent à la rénovation du bâtiment du Secrétariat et du bâtiment des conférences, c'est pourquoi, bien que la fin du plan-cadre d'équipement ne soit prévue que pour 2014, les dépenses connexes prévues chutent fortement après 2012 et deviennent très faibles.

Au paragraphe 60 de la section II de sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant pouvant aller jusqu'à 286 300 dollars et a demandé à être informée des dépenses correspondantes. Le Secrétaire général est en mesure de signaler que le Département de la sûreté et de la sécurité pourra mener les activités relatives à la sécurité prévues pour 2011 sans recourir à l'autorisation d'engagement de dépenses approuvée par l'Assemblée.

On trouvera dans le tableau 1 de la section II une analyse des dépenses globales afférentes aux activités liées au plan-cadre d'équipement. Le montant total des dépenses connexes pour la période allant de 2008 à 2013 est estimé à 146 806 000 dollars. Pour 2012, le montant estimé s'élève à 46 322 200 dollars. Compte tenu du solde inutilisé estimatif correspondant aux montants approuvés pour la période 2008-2011, qui est de 34 957 100 dollars, le montant net des prévisions de dépenses supplémentaires pour 2012 est de 11 365 100 dollars.

Le Secrétaire général prie l'Assemblée générale d'approuver un montant net de 11 365 100 dollars pour les coûts connexes de 2012, compte tenu du solde inutilisé estimatif correspondant aux montants approuvés pour la période 2008-2011, qui est de 34 957 100 dollars. On trouvera davantage de précisions à la section VII du présent rapport.

I. Introduction

1. Pendant la phase de construction du plan-cadre d'équipement, les effectifs et les budgets de fonctionnement doivent être augmentés temporairement pour appuyer l'exécution des travaux. Les coûts correspondants ont été déterminés en ce qui concerne le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de l'information, le Département de la gestion, le Bureau de l'informatique et des communications et le Département de la sûreté et de la sécurité.

2. Conformément à la résolution 64/228 de l'Assemblée générale, un comité de coordination a été créé en 2010 pour veiller à ce que les activités de tous les départements touchés par le plan-cadre d'équipement soient étroitement coordonnées en ce qui concerne les dépenses connexes. Le Comité de coordination pour les dépenses connexes est présidé par la Secrétaire générale adjointe à la gestion et comprend de hauts représentants du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, du Département de l'information, du Bureau des services centraux d'appui, du Bureau de l'informatique et des communications et du Département de la sûreté et de la sécurité. Des représentants du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité participent également, *ès qualités*, aux séances du Comité.

3. Dans le cadre du mécanisme d'examen mensuel mis en place par le Comité de coordination, les prévisions de dépenses relatives aux dépenses connexes ont été étudiées en détail et regroupées différemment pour mieux correspondre à la dernière version du plan des activités et au calendrier révisé du plan-cadre d'équipement. Le présent rapport en présente la dernière actualisation.

4. En 2008, le Secrétaire général a présenté les dépenses connexes au titre du plan-cadre d'équipement pour la période 2008-2013 dans un rapport publié sous la cote A/62/799, qui n'a toutefois pas été examiné par l'Assemblée générale.

5. Dans son rapport suivant sur les dépenses connexes (A/63/582), le Secrétaire général a présenté des estimations actualisées de ces dépenses pour la période 2008-2013. Dans sa résolution 63/270, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses connexes approuvées seraient financées au moyen du budget approuvé pour le plan-cadre d'équipement, sauf si elle en décidait autrement. Elle a également décidé de ne pas approuver le montant global des dépenses connexes dans l'immédiat, gardant à l'esprit les nouvelles possibilités de réduction des coûts offertes par la conjoncture économique et les économies réalisées par le Secrétaire général. Dans la même résolution, l'Assemblée a rappelé le paragraphe 50 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/63/736) et prié le Secrétaire général de tout faire pour financer au moyen des ressources approuvées pour le plan-cadre d'équipement les dépenses connexes de l'exercice biennal 2008-2009, qui s'élevaient à un montant net de 30 272 400 dollars.

6. Dans son rapport suivant (A/64/346/Add.2), le Secrétaire général a proposé de continuer à financer les dépenses connexes pour 2010, s'élevant à 50 114 100 dollars, dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un montant réduit de 42 069 695 dollars. Dans la même résolution, l'Assemblée a décidé de ne pas approuver le montant global des dépenses connexes et prié le Secrétaire général de

lui soumettre, à sa soixante-cinquième session, des propositions pour le financement des dépenses de 2011.

7. Dans son rapport pour 2011 (A/65/511/Add.1), le Secrétaire général a proposé de continuer à financer les dépenses connexes, s'élevant à 71 871 305 dollars, dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé un montant réduit de 58 871 305 dollars et autorisé le Secrétaire général à souscrire des engagements d'un montant pouvant atteindre 286 300 dollars.

II. Aperçu général

8. Les prévisions de dépenses relatives aux activités liées au plan-cadre d'équipement pour la période 2008-2013 s'élèvent en tout à 146,8 millions de dollars, qu'il faudra imputer au budget global du plan-cadre, à condition que le calendrier des travaux, tel qu'il a été établi dans le neuvième rapport annuel (A/66/527), ne souffre pas de retard. Ce montant représente une diminution de 15,7 millions de dollars par rapport à l'estimation de 162,5 millions de dollars qui avait été soumise à l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session.

9. Le tableau 1 récapitule les prévisions relatives aux dépenses connexes présentées dans le présent rapport, comparées à celles figurant dans le précédent rapport (A/65/511/Add.1).

Tableau 1

Récapitulatif du financement des dépenses connexes pour la période 2008-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Ressources nécessaires</i>	<i>Estimations antérieures^a</i>	<i>Dépenses effectives/ estimations actuelles</i>	<i>Augmentation (diminution)</i>
2008-2009	18 373,2	18 373,2	–
2010	14 862,3	13 636,8	(1 225,5)
2011 ^b	110 977,9	64 246,3	(46 731,6)
2012	14 662,0	46 322,2	31 660,2
2013 ^c	3 610,0	4 227,5	617,5
Total	162 485,4	146 806,0	(15 679,4)

^a Voir A/65/511/Add.1.

^b Dans son rapport publié sous la cote A/65/511/Add.1, le Secrétaire général avait demandé un montant de 110 977 900 dollars. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé un montant inférieur, se chiffrant à 97 977 900 dollars, en approuvant un montant supplémentaire net de 58 871 305 dollars.

^c Les ressources prévues pour 2013 doivent servir à financer la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale, qui a été reportée à la période entre le début de 2013 et la mi-2014.

10. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé un montant de 58,9 millions de dollars pour 2011. Cette somme, conjuguée au report du solde inutilisé en 2010, a porté à 99,2 millions de dollars le montant des ressources disponibles pour 2011. Les dépenses effectives pour le premier semestre de 2011 se

sont chiffrées à 6,3 millions de dollars, s'ajoutant aux 31,3 millions de dollars qui avaient déjà été engagés, portant le total des fonds alloués à 37,6 millions de dollars à la mi-2011. Compte tenu des dépenses actuellement engagées et des activités prévues pour le restant de l'année, les dépenses totales pour 2011 devraient s'établir à 64,2 millions de dollars. Pour plus de précisions, on se reportera à la section IV.

11. Pour ce qui est de 2012, on estime à 46,3 millions de dollars le montant des ressources nécessaires. Pour plus de précisions, on se reportera à la section V.

12. Pour ce qui est de 2013, on estime à 4,2 millions de dollars le montant des ressources nécessaires. Pour plus de précisions, on se reportera à la section VI.

13. Les prévisions relatives aux dépenses connexes énoncées dans le présent rapport reposent sur un retour au bâtiment du Secrétariat en 2012, comme continue de le prévoir le calendrier actuel des travaux.

III. Utilisation des crédits approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009 et pour 2010

2008-2009

14. Comme l'indique le précédent rapport du Secrétaire général (A/65/511/Add.1), les dépenses effectives pour l'exercice biennal 2008-2009 se sont chiffrées à 18,4 millions de dollars sur un montant approuvé de 30,3 millions. Le solde inutilisé de 11,9 millions de dollars a été reporté à 2010 pour les raisons expliquées au paragraphe 27 du rapport. Le tableau 2 donne la ventilation des dépenses, département par département, pour l'exercice biennal.

Tableau 2

Dépenses connexes engagées pour l'exercice biennal 2008-2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant approuvé pour 2008-2009	Dépenses engagées au 31 décembre 2009	Solde	Taux d'utilisation (en pourcentage)
	(a)	(b)	(a) - (b)	(b)/(a)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	995,3	980,9	14,4	99
Département de l'information	3 823,1	527,7	3 295,4	14
Bureau des services centraux d'appui	11 454,1	5 182,8	6 271,3	45
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien ^a	4 787,6	3 725,0	1 062,6	78
Département de la sûreté et de la sécurité	7 576,3	7 332,5	243,8	97

	Montant approuvé pour 2008-2009	Dépenses engagées au 31 décembre 2009	Taux d'utilisation (en pourcentage)	
	(a)	(b)	Solde (a) - (b)	(b)/(a)
Bureau de l'informatique et des communications	1 636,0	624,3	1 011,7	38
Total	30 272,4	18 373,2	11 899,2	61

^a Ces fonds ont servi à financer l'expansion de l'espace d'archivage, les systèmes de sécurité pour les locaux transitoires et la construction du centre de commandement primaire des services de sécurité.

2010

15. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 42,1 millions de dollars pour 2010. Du fait du report du solde inutilisé de l'exercice 2008-2009, les fonds disponibles pour 2010 se sont élevés à 54 millions de dollars. Les prévisions de dépenses pour 2010 ont été révisées pour s'établir à 14,9 millions de dollars (voir A/65/511/Add.1, tableau 4), chiffre qui tient compte du report à 2011 de la mise en place du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques (ibid., par. 51). Les dépenses effectives se sont chiffrées à 13,6 millions de dollars, soit 91 % du montant prévu. Le solde inutilisé de 40,3 millions de dollars, correspondant essentiellement aux crédits destinés au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques, a été reporté à 2011 comme prévu. Le tableau 3 ci-dessous indique l'état de l'emploi des fonds au 31 décembre 2010. On trouvera ci-après le tableau des éléments détaillés.

Tableau 3
Dépenses connexes engagées pour 2010

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Solde reporté de 2008-2009	Montant approuvé pour 2010 ^a	Montant total disponible en 2010	État des dépenses au 31 décembre 2010		Taux d'utilisation (en pourcentage)
	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(d)	(e) = (c) - (d)	(f) = (d)/(c)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	14,4	645,6	660,0	656,1	3,9	99,0
Département de l'information	3 295,4	27 032,2	30 327,6	35,7	30 291,9	0,1
Bureau des services centraux d'appui	6 271,3	6 009,5	12 280,8	4 736,7	7 544,1	39,0
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien ^b	1 062,6	2 174,6	3 237,2	1 664,0	1 573,2	51,0
Département de la sûreté et de la sécurité	243,8	5 595,9	5 839,7	5 418,0	421,7	93,0

	<i>Solde reporté de 2008-2009</i>	<i>Montant approuvé pour 2010^a</i>	<i>Montant total disponible en 2010</i>	<i>État des dépenses au 31 décembre 2010</i>	<i>Solde</i>	<i>Taux d'utilisation (en pourcentage)</i>
	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(d)	(e) = (c) - (d)	(f) = (d)/(c)
Bureau des technologies de l'information et des communications	1 011,7	611,8	1 623,5	1 126,3	497,2	69,0
Total	11 899,2	42 069,6	53 968,8	13 636,8	40 332,0	25,0

^a Résolution 64/228.

^b Ces fonds ont servi à financer l'expansion de l'espace d'archivage, les systèmes de sécurité pour les locaux transitoires et la construction du centre de commandement primaire des services de sécurité.

A. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

16. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé pour l'année 2010 un montant de 645 600 dollars qui, conjugué à 14 400 dollars de crédits inutilisés en 2008-2009 (par suite des retards intervenus dans certaines opérations de recrutement), a porté le montant des ressources disponibles pour 2010 à 660 000 dollars. Les dépenses effectives se sont chiffrées à 656 100 dollars, un montant conforme au niveau initial des prévisions qui a donné lieu à un solde inutilisé marginal de 3 900 dollars.

17. Le montant demandé pour 2010 correspondait au maintien de six emplois de temporaire : deux spécialistes des systèmes d'information (P-3) et quatre assistants à la gestion des dossiers [agents des services généraux (Autres classes)]. Ces emplois de temporaire devront être maintenus tout au long de l'exécution du plan-cadre afin d'assurer normalement les services informatiques et de faire en sorte que les systèmes essentiels qui permettent au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences de s'acquitter de sa mission, notamment en ce qui concerne la gestion des réunions et des documents et l'enregistrement numérique des séances, restent pleinement opérationnels.

B. Département de l'information

18. Le montant de 35 700 dollars dépensé en 2010 a été consacré en totalité à la mise à niveau urgente du matériel de webémission à la suite du déplacement des services chargés de la diffusion de contenus sur le Web du bâtiment du Secrétariat vers des locaux transitoires. Aucune autre dépense n'a été engagée en 2010 et les prévisions de dépenses, d'un montant de 30 291 900 dollars, relatives au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques ont été reportées à 2011, année où sont prévues l'acquisition et la mise en service du matériel.

C. Bureau des services centraux d'appui

19. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un montant de 6 009 500 dollars pour 2010. Du fait du report du solde inutilisé de l'exercice

biennal 2008-2009, soit 6 271 300 dollars, les fonds disponibles pour 2010 s'élevaient à 12 280 800 dollars. Dans le précédent rapport, les prévisions de dépenses pour 2010 ont été ramenées à 5 203 900 dollars et affectées aux rubriques suivantes : a) l'intégration des nouveaux systèmes de gestion des bâtiments ainsi que la gestion du matériel et des dossiers; b) les services d'ingénieurs qui piloteront l'installation et la mise en service de systèmes vidéo, de serveurs multimédias ainsi que de systèmes audiovisuels de gestion des conférences et de diffusion de contenus dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord et dans les locaux transitoires, et qui concevront et mettront en service le nouveau centre audiovisuel; c) le déménagement ainsi que la gestion et la cession du matériel, ces opérations n'ayant pas été achevées en 2009, et le déplacement des dons faits à l'Organisation; et d) l'ameublement partiel des locaux permanents situés dans les sous-sols des bâtiments du Siège, le câblage des locaux provisoires du Conseil de sécurité, les appareils de radiomessagerie et l'expansion des services de télévision par IP pour répondre à la demande dans les locaux transitoires.

20. Au 31 décembre 2010, le montant des dépenses engagées se chiffrait à 4 736 700 dollars. Ceci représente un taux d'utilisation d'environ 39 % par rapport aux crédits approuvés pour 2010 (12 280 800 dollars), mais seulement 467 200 dollars de moins que les prévisions révisées (5 203 900 dollars) présentées dans le précédent rapport. Les écarts entre les dépenses effectives et les prévisions révisées se déclinent comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le solde inutilisé de 114 300 dollars s'explique par le fait que les dépenses de personnel ont été inférieures aux coûts standard employés pour les prévisions;

b) Services contractuels. Le solde inutilisé de 77 700 dollars s'explique par des retards intervenus dans l'engagement d'ingénieurs spécialisés appelés à aider à concevoir et mettre en service le système de gestion des supports numériques, la procédure de passation des marchés ayant été plus longue que prévu;

c) Frais généraux de fonctionnement. Le solde inutilisé de 494 300 dollars est composé de : i) 461 400 dollars correspondant au report du transfert du centre postal et de la boutique en raison de la fermeture repoussée du bâtiment de l'Assemblée générale; aux coûts inférieurs à ceux prévus pour les services contractuels afférents au déménagement, à la gestion et la cession du matériel et au déplacement des dons faits à l'Organisation; et aux dépenses inférieures aux prévisions pour des besoins divers tels que les services de coursier, l'administration du garage, la formation et les essais relatifs aux nouvelles installations techniques des bâtiments, et les services divers liés à l'entretien; et ii) 32 900 dollars correspondant au paiement reporté des dépenses standard relatives à l'informatique et aux communications;

d) Mobilier et matériel. Le dépassement net de 219 100 dollars est principalement imputable à l'acquisition avancée de mobilier destiné aux locaux permanents situés dans les sous-sols des bâtiments du Siège, qui s'est imposée en 2010 au lieu de 2011 comme initialement prévu, et a été en partie compensée par des dépenses inférieures aux prévisions pour le câblage des locaux provisoires du Conseil de sécurité, les appareils de radiomessagerie et l'expansion des services de télévision par IP dans les locaux transitoires.

D. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

21. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 2 174 600 dollars pour 2010. Ce montant, couplé au solde inutilisé de l'exercice 2008-2009, qui se chiffrait à 1 062 600 dollars, a porté à 3 237 200 dollars les fonds disponibles pour 2010. Dans le précédent rapport, les prévisions de dépenses pour l'achat et l'entretien du matériel relatif aux systèmes de sécurité ont été revues à la hausse, passant de 3 237 200 dollars à 3 771 800 dollars, soit une augmentation de 534 600 dollars. Il est donc prévu que ces dépenses s'élèvent à 1 931 100 dollars en 2010 et 1 840 700 dollars¹ en 2011.

22. Comme indiqué ci-dessus, le montant estimatif révisé pour 2010, qui se chiffrait à 1 931 100 dollars, devait couvrir l'acquisition et l'entretien du matériel nécessaire pour assurer la sécurité des activités liées au plan-cadre d'équipement. Les dépenses effectives, de 1 664 000 dollars à la fin 2010, se répartissaient comme suit :

a) Achat de matériel destiné au centre de commandement des services de sécurité (1 634 000 dollars), comprenant des logiciels pour les nouveaux systèmes de contrôle d'accès et de télévision en circuit fermé et du matériel de communication (notamment de stockage vidéo) (1 024 500 dollars), des commutateurs réseau (547 400 dollars), et des systèmes d'alimentation sans interruption (62 100 dollars);

b) Dépenses d'entretien (30 000 dollars), comprenant un dispositif de maintenance sur demande des systèmes de sécurité matérielle dans les locaux transitoires (380 Madison Avenue et l'immeuble Albano), qu'il a fallu mettre en place à l'expiration de la garantie en juillet 2010, en attendant la mise au point des dernières modifications devant être apportées au contrat de maintenance actuel du Secrétariat.

23. Les dépenses ont été inférieures de 267 100 dollars aux prévisions en raison du démarrage tardif des travaux de construction du centre de commandement des services de sécurité, qui a entraîné des retards dans les opérations d'achat. Ces retards étaient plus particulièrement liés au fait que le contrat de maintenance relatif aux systèmes de sécurité a dû être modifié afin de couvrir un périmètre plus important que prévu dans les locaux transitoires, ainsi que le matériel supplémentaire installé dans le centre de commandement (situé en salle C-110, au rez-de-chaussée du bâtiment des conférences). Le contrat de maintenance est actuellement étudié par le Comité d'examen des fournisseurs.

24. En résumé, les fonds disponibles au début de 2010 étaient de 3 237 200 dollars, sur lesquels un montant de 1 664 000 dollars a été dépensé au cours de l'année, laissant un solde inutilisé de 1 573 200 dollars qui sera reporté à 2011.

¹ Montant nécessaire pour couvrir les dépenses relatives aux systèmes de sécurité matérielle, notamment les systèmes de contrôle d'accès, de télévision en circuit fermé et de détection d'intrusions (A/65/511/Add.1, par. 58).

E. Département de la sûreté et de la sécurité

25. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 5 595 900 dollars pour 2010. Ce montant, couplé au solde inutilisé de l'exercice 2008-2009, qui se chiffrait à 243 800 dollars, a porté à 5 839 700 dollars les fonds disponibles pour 2010. Dans le précédent rapport, les prévisions de dépenses avaient été ramenées à 5 720 100 dollars.

26. Au 31 décembre 2010, le montant total des dépenses s'établissait à 5 418 000 dollars. Par rapport aux prévisions révisées, la sous-utilisation est de 302 100 dollars. La répartition des dépenses effectives pour 2010 et les explications des écarts se présentent comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Un montant de 5 423 100 dollars avait été prévu dans le précédent rapport. Les dépenses effectives se sont établies à 5 116 300 dollars, soit un solde inutilisé de 306 800 dollars qui s'explique par des coûts salariaux inférieurs aux coûts standard et des recrutements tardifs pour deux emplois de temporaire, un à la classe P-4 et un d'agent des services généraux (Autres classes);

b) Services contractuels. Les prévisions de dépenses étaient de 98 100 dollars et les dépenses effectives se sont élevées à 113 200 dollars, soit un dépassement de 15 100 dollars, qui est imputable à l'organisation du stage de formation à l'utilisation des appareils perfectionnés de détection à rayons X en dehors du Siège plutôt que sur place comme prévu à l'origine;

c) Frais généraux de fonctionnement. Sur le montant initialement prévu de 130 500 dollars, les dépenses effectives ont été de 101 900 dollars, laissant un solde inutilisé de 28 600 dollars. La sous-utilisation s'explique principalement par le fait que le renouvellement des permis de port d'armes a été retardé. Bien qu'obligatoires, la délivrance et le renouvellement des permis ne peuvent être obtenus qu'à l'issue de la formation des agents de sécurité et de la réception des autorisations de port d'armes fournies par la police locale. Ceci explique que tous les agents ne reçoivent pas leur permis en même temps. La sous-utilisation des crédits provient aussi du retard dans la facturation des communications téléphoniques liées à l'utilisation des lignes régies par un forfait ou des appareils BlackBerry et aux appels interurbains;

d) Fournitures et accessoires. Les prévisions de dépenses étaient de 68 400 dollars et les dépenses effectives se sont élevées à 86 600 dollars, soit un dépassement de 18 200 dollars imputable aux factures plus importantes que prévu en matière de serrurerie et de fournitures pour les locaux du 380 Madison Avenue.

F. Bureau de l'informatique et des communications

27. Dans sa résolution 64/228, l'Assemblée générale a approuvé un total de 611 800 dollars pour le Bureau de l'informatique et des communications pour 2010. Ce montant, couplé au solde inutilisé de l'exercice 2008-2009, a porté à 1 623 500 dollars les fonds disponibles pour 2010.

28. Les dépenses effectives pour 2010 se sont chiffrées à 1 126 300 dollars, soit 191 000 dollars de moins que les prévisions révisées, d'un montant de 1 317 300 dollars, présentées dans le dernier rapport. Les écarts entre les dépenses effectives et les prévisions révisées s'expliquent comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Un crédit de 133 100 dollars a été approuvé pour le maintien de deux emplois d'assistant informaticien permettant de poursuivre le déménagement du matériel informatique en prévision de la construction des locaux transitoires dans les sous-sols. Les dépenses effectives se sont établies à 118 800 dollars, soit 14 300 dollars de moins que prévu, les coûts réels relatifs à ces deux emplois ayant été inférieurs aux coûts standard qui avaient été retenus;

b) Services contractuels. Un crédit de 1 184 200 dollars a été approuvé pour le transfert des activités en 2010, notamment les opérations restantes de nettoyage du centre informatique principal dans le bâtiment de la pelouse nord et la reconfiguration du réseau entre de nombreux locaux tels que le centre informatique principal, le centre informatique secondaire, les locaux transitoires et les bureaux hors Siège.

29. Les dépenses effectives de 1 007 500 dollars ont été inférieures aux prévisions révisées car il s'est avéré que la présence initialement prévue d'un vacataire à plein temps au service d'assistance n'était plus nécessaire pendant la mise en œuvre du projet.

IV. Utilisation des crédits et prévisions de dépenses pour 2011

30. Dans sa résolution 65/269², l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 58,9 millions de dollars pour financer les dépenses connexes prévues en 2011. Ce montant, couplé au report du solde inutilisé des ressources approuvées pour 2010, qui s'élevait à 40,3 millions de dollars, a porté à 99,2 millions de dollars les fonds disponibles pour 2011. Le tableau 4 en récapitule la répartition.

Tableau 4
Récapitulation des ressources disponibles pour 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Solde reporté de 2010</i>	<i>Montant approuvé pour 2011^a</i>	Montant total disponible en 2011
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	3,9	628,6	632,5
Département de l'information	30 291,9	190,1	30 482,0
Bureau des services centraux d'appui	7 544,1	7 492,6	15 036,7
Plan-cadre d'équipement (mobilier) ^b	–	43 858,2	43 858,2
Bureau de l'informatique et des communications	497,2	199,4	696,6

² Dans laquelle l'Assemblée générale a également autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses à concurrence de 286 300 dollars, ce qui, compte tenu des activités menées à ce jour, ne sera pas nécessaire en 2011.

	<i>Solde reporté de 2010</i>	<i>Montant approuvé pour 2011^a</i>	Montant total disponible en 2011
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien ^c	1 573,2	534,6	2 107,8
Département de la sûreté et de la sécurité	421,7	5 967,9	6 389,6
Total	40 332,0	58 871,4	99 203,4

^a Résolution 65/269.

^b Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé, pour le Bureau des services centraux d'appui en 2011, un crédit de 51 350 800 dollars, dont 43 858 200 dollars pour le mobilier de bureau. L'achat de ce mobilier étant géré par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, les dépenses connexes relatives au mobilier sont indiquées séparément.

^c Les montants approuvés pour 2011 au titre de la construction couvriront les dépenses relatives aux systèmes de sécurité des locaux transitoires ainsi que l'infrastructure informatique du centre de commandement primaire des services de sécurité.

31. Au vu des dépenses engagées pour les six premiers mois de 2011 ainsi que des prévisions actuelles telles que révisées, on estime que les dépenses connexes se monteront en 2011 à 64,2 millions de dollars, dont un préengagement de 31,3 millions de dollars et des dépenses de 32,9 million de dollars. Par rapport au montant des fonds disponibles (99,2 millions de dollars), on prévoit un solde inutilisé de 35 millions de dollars à la fin de l'année, ce qui correspond essentiellement aux opérations d'achat du mobilier de bureau échelonnées sur la période 2011-2012, ainsi qu'à la mise en place du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques, pour laquelle certaines dépenses interviendront en 2012 et devront donc être reportées à l'année suivante.

32. Le tableau 5 présente une récapitulation des prévisions de dépenses révisées pour 2011.

Tableau 5
**Dépenses connexes engagées et prévisions de dépenses révisées
pour 2011**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant disponible pour 2011^a</i>	<i>Dépenses engagées au 30 juin 2011</i>	<i>Préengagements</i>	<i>Prévisions de dépenses juillet- décembre 2011</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées pour 2011</i>	<i>Solde prévu</i>
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (b) + (c) + (d)	(f) = (a) - (e)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	632,5	337,1	–	295,4	632,5	–
Département de l'information	30 482,0	152,2	23 497,5	1 736,6	25 386,3	5 095,7
Bureau des services centraux d'appui	15 036,7	1 557,6	7 832,5	2 117,5	11 507,6	3 529,1
Bureau de l'informatique et des communications	696,6	19,2	–	385,1	404,3	292,3
Travaux de construction, transformation et amélioration	2 107,8	57,9	–	1 025,3	1 083,2	1 024,6

	Montant disponible pour 2011 ^a	Dépenses engagées au 30 juin 2011	Prévisions de dépenses juillet-décembre 2011	Prévisions de dépenses révisées pour 2011	Solde prévu
	(a)	(b)	(c)	(d) (e) = (b) + (c) + (d)	(f) = (a) - (e)
des locaux et gros travaux d'entretien ^b					
Département de la sûreté et de la sécurité	6 389,6	2 691,9	–	3 131,9	5 823,8
Bureau chargé du plan-cadre d'équipement (mobilier)	43 858,2	1 499,9	–	17 908,7	19 408,6
Total	99 203,4	6 315,8	31 330,0	26 600,5	64 246,3
					34 957,1

^a Montant composé du financement approuvé pour 2011 dans la résolution 65/269, et du report du solde inutilisé en 2010 (voir tableau 4).

^b Les montants approuvés pour 2011 au titre de la construction couvriront les dépenses relatives aux systèmes de sécurité des locaux transitoires ainsi que l'infrastructure informatique du centre de commandement primaire des services de sécurité.

A. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

33. Un montant de 632 500 dollars sera nécessaire en 2011 pour le maintien de six emplois de temporaire. Le personnel du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a été réparti dans huit sites différents. Quelque 1 200 fonctionnaires sont tributaires du Département pour l'appui technique dont ils ont besoin, notamment en ce qui concerne l'achat, l'entretien et le remplacement des matériels informatiques et des logiciels. Par ailleurs, le Département fournit des services techniques aux États Membres, particulièrement pour ce qui est des écrans d'affichage des réunions, du Bureau du Président de l'Assemblée générale et de la téléimpression. Pour régler rapidement les problèmes et maintenir en état de marche les systèmes d'importance critique permettant d'organiser le travail afférent aux réunions et à la documentation à l'échelle de l'Organisation, il est indispensable de s'assurer, tout au long de l'exécution du plan-cadre, des services au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

34. Au 30 juin 2011, les dépenses engagées se chiffraient à 337 100 dollars, soit 53 % du montant estimatif, ce qui est conforme aux prévisions.

B. Département de l'information

35. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 190 100 dollars pour couvrir les dépenses relatives aux consultants (ingénieurs-conseils en radiodiffusion, informaticiens et spécialistes de la gestion des archives) qui fournissent un appui au Département pour le passage au numérique et la mise en service du système de gestion des supports numériques. Ce montant, couplé au report du solde inutilisé de 30 291 900 dollars (pour l'acquisition du matériel relatif au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques), a porté à un total de 30 482 000 dollars les fonds disponibles pour 2011.

36. Au 30 juin 2011, les dépenses effectives se chiffraient à 152 200 dollars, imputables en totalité au coût des services des consultants énoncés ci-dessus. Ces ressources sont utilisées pour financer les services des deux consultants suivants : un archiviste chargé de concevoir un cadre de métadonnées³, qui constituera une plate-forme unique propre à stocker des contenus numériques dans le système de gestion des supports numériques, et à les en extraire, ce cadre étant destiné à tous les utilisateurs du système (un nombre de personnes bien supérieur au seul personnel du Département de l'information); un spécialiste des supports numériques chargé de conseiller le Secrétariat sur les évaluations techniques des offres reçues concernant les deux projets et d'en faire l'analyse de la valeur, ainsi que de fournir des conseils techniques pendant les négociations approfondies avec des prestataires extérieurs pour s'assurer que les exigences du Secrétariat sont pleinement respectées.

37. Le Département prévoit d'utiliser la totalité des ressources approuvées (190 100 dollars) avant la fin 2011, et d'avoir besoin d'un montant supplémentaire de 105 000 dollars pour couvrir les honoraires des consultants, ainsi que de 345 000 dollars pour financer les services contractuels permettant d'achever les opérations de transition, ce qui n'avait pas été prévu en 2010.

38. Les dépenses supplémentaires de 105 000 dollars relatives aux services de consultants s'expliquent par la nécessité de continuer à faire appel à des consultants chargés, d'une part, de fournir des conseils, pendant les négociations avec des prestataires, sur la conception puis l'installation, les essais et la mise en service des deux systèmes de façon à s'assurer qu'ils répondent pleinement aux besoins du Secrétariat; et d'autre part, de mettre en place et de tester le cadre de métadonnées se rapportant au système de gestion des supports numériques, ainsi que d'y former les utilisateurs.

39. En 2011, le Département a également engagé des vacataires chargés d'adapter les archives audiovisuelles au système intégré de gestion, ce qui exige d'informatiser les archives de façon à ce que les documents audiovisuels soient répertoriés de manière exclusive et étiquetés électroniquement à l'aide de code-barres, puis mis à jour et transférés dans une base de données renforcée de gestion des dossiers d'archives. Ce procédé s'est par ailleurs révélé utile pour le suivi et le repérage des documents audiovisuels pendant le transfert vers les locaux transitoires. Les vacataires apportent aussi leur concours aux préparatifs de la migration de la base de données d'archivage informatisé des documents audiovisuels vers le système de gestion des supports numériques. Les travaux qu'exécutent les vacataires (tels que les archivistes de documents audiovisuels) exigent des compétences techniques qui ne sont pas disponibles en interne.

40. Selon le précédent rapport, il était prévu que l'achat et la mise en service du système relatif au centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques interviendraient en 2011. Tout au long de l'année, les négociations avec les fournisseurs des deux systèmes se sont avérées complexes mais ont donné au Secrétariat l'occasion de mener des activités d'analyse de la valeur qui ont en

³ Un cadre de métadonnées défini d'un commun accord est nécessaire pour permettre aux utilisateurs du système dans les différents départements de saisir les mêmes mots clefs associés à un contenu, ce qui en facilitera la récupération.

définitive permis d'obtenir des conditions avantageuses⁴. En conséquence, sur le montant total de 40 272 500 dollars⁵ approuvé pour les deux projets, 31 330 000 dollars⁶ ont fait l'objet d'un préengagement de dépenses. En outre, un montant de 1 665 000 dollars a été consacré à l'adaptation des deux projets en vue de leur intégration dans l'ensemble des systèmes à l'échelle du complexe qui sont mis en œuvre dans le cadre du projet du plan-cadre d'équipement. Les contrats pour les deux projets seront signés et les fonds engagés avant la fin de 2011.

41. Le montant relatif à la part du Département (75 %) dans les dépenses totales est de 24 746 200 dollars⁷. Les crédits approuvés pour le Département étant de 30 291 900 dollars, il reste un solde inutilisé de 5 545 700 dollars. Sur ce solde, 450 000 dollars serviront à couvrir le dépassement des crédits alloués aux honoraires de consultants et aux services contractuels, le reliquat, soit 5 095 700 dollars, étant reporté à 2012 pour les dépenses le financement de caméras et d'autres éléments relevant de la rubrique Mobilier, agencements et matériels divers, du passage des studios actuels aux nouveaux, de fonctionnalités complémentaires qui n'avaient pas été définies dans la phase de conception et de construction du projet initial (notamment des adaptateurs Ethernet câble fin supplémentaires dans la salle de l'Assemblée générale, l'harmonisation du nouveau centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques avec toutes les autres technologies mises en œuvre, des besoins liés au travail des médias et des demandes de modification imprévues survenues pendant la conception, la mise au point et la mise en service de ces technologies complexes).

42. La mise en œuvre des deux projets sera achevée en 2012. Au vu de l'expérience passée et compte tenu de la complexité et de la durée des projets, on estime prudent d'accorder une provision pour imprévus de 10 % de la valeur du contrat, qui s'établit à 23 497 500 dollars, soit 2 349 800 dollars pour 2012. Le reliquat permettra d'acquérir du matériel supplémentaire tel que des caméras à haute définition et de financer la configuration du nouveau centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques pour les intégrer à l'ensemble des systèmes mis en service à l'échelle du complexe dans le cadre du plan-cadre d'équipement.

43. En résumé, les prévisions de dépenses pour le Département de l'information pour 2011 se chiffrent à 25 386 300 dollars, compte tenu du préengagement des fonds relatifs aux contrats devant être signés plus tard dans l'année (23 497 500 dollars). Il est proposé de reporter à 2012 un solde de 5 095 700 dollars pour s'assurer de l'achèvement des deux projets avant la fin de l'année, date de la réouverture prévue du bâtiment des conférences.

⁴ Les deux systèmes seront incorporés dans l'infrastructure du bâtiment des conférences, pour lequel l'achèvement des travaux est prévu en décembre 2012, et non au début de l'année comme précédemment annoncé, en raison de la mise à niveau des systèmes de sécurité.

⁵ Comprenant 9 980 600 dollars au titre du Bureau des services centraux d'appui et 30 291 100 dollars au titre du Département de l'information, soit une répartition relative de 25 % contre 75 %.

⁶ Le montant total des dépenses et préengagements de dépenses, qui se chiffre à 32 995 000 dollars se compose de 8 248 800 dollars au titre du Bureau des services centraux d'appui et de 24 746 200 dollars au titre du Département de l'information, soit une répartition relative de 25 % contre 75 %.

⁷ Ce montant est composé de 1 248 700 dollars affectés à la conception des systèmes et d'un préengagement de 23 497 500 dollars pour leur acquisition.

C. Bureau des services centraux d'appui

44. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé un crédit de 7 492 600 dollars pour 2011 (déduction faite des fonds pour l'achat de mobilier au titre du projet du plan-cadre d'équipement). Ce montant, couplé au report du solde inutilisé de 7 544 100 dollars de 2010, a porté à 15 036 700 dollars les fonds disponibles pour 2011. Au vu de l'expérience des six premiers mois de 2011 (y compris le préengagement de 7 832 500 dollars se rapportant au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques), on évalue désormais à 11 507 600 dollars les financements nécessaires en 2011, qui se répartissent comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 591 400 dollars). Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé le maintien de 10 emplois et la création de 5 autres (pour la seconde moitié de 2011) destinés à fournir des services techniques spécialisés, à assurer l'intégration des nouveaux systèmes de gestion des bâtiments, du matériel et des dossiers, ainsi qu'à renforcer la coordination des programmes et l'appui à la gestion de l'information et de la logistique. Les dépenses prévues se chiffraient à 1 738 200 dollars. Le montant estimatif révisé est de 1 591 400 dollars, soit une diminution de 146 800 dollars qui s'explique par des coûts salariaux inférieurs aux coûts standard retenus dans les prévisions, et par des retards dans les opérations de recrutement;

b) Services contractuels (774 400 dollars). Ce montant permettra de financer les besoins suivants : i) les services d'ingénieurs spécialisés pour assurer la mise en service et la maintenance des systèmes vidéo, des serveurs multimédias ainsi que des systèmes audiovisuels de gestion des conférences et de diffusion de contenus dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord et dans les autres locaux transitoires, ainsi que pour concevoir et mettre en service le nouveau système de gestion des supports numériques et le centre audiovisuel (386 000 dollars); et ii) les services d'un consultant supplémentaire pour établir la nomenclature de classement des nouveaux documents numériques certifiés permettant de préserver des archives audiovisuelles des séances officielles dans le système de gestion des supports numériques (68 400 dollars). Le consultant chargé des archives et de la gestion des dossiers a pour tâche d'élaborer une nomenclature des données numériques à l'échelle du système des Nations Unies et de définir les conditions requises pour que de telles données constituent un document officiel. Il lui revient de fournir aux services d'archivage et de diffusion des définitions, des procédures opérationnelles, des protocoles et des projets de principes directeurs nécessaires dans tous les domaines faisant appel à des données numériques, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des séances officielles, la saisie, le traitement, la diffusion, la conservation et la suppression des données numériques lorsqu'elles constituent un document authentique; iii) les services d'une société ou d'un agent spécialisé dans le transfert des services de gestion des bâtiments (180 000 dollars); et iv) la gestion des contrats de louage de services. Dans le précédent rapport, les dépenses prévues s'élevaient à 1 127 800 dollars; les montants ci-dessus représentent donc une diminution de 353 400 dollars, qui s'explique par une soumission inférieure aux prévisions de la part du consultant chargé de la gestion des contrats de louage de services, et par des taux d'utilisation plus faibles que prévu en matière d'entretien du matériel multimédia dans les locaux transitoires;

c) Frais généraux de fonctionnement (894 000 dollars). Ce montant permettra de couvrir les besoins suivants : i) la location de locaux à usage de bureaux destinés aux titulaires des emplois de temporaire imputés aux dépenses connexes (429 000 dollars); ii) des services centralisés de traitement des données et de communication destinés aux emplois de temporaire du Bureau des services centraux d'appui imputés au plan-cadre d'équipement (45 400 dollars); iii) les opérations de déménagement et de gestion du matériel nécessaires à l'exécution du plan-cadre d'équipement (150 000 dollars); iv) des frais d'établissement de plans liés à des modifications mineures des locaux du service postal et de la boutique-cadeaux dans le bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, qui devaient initialement être hébergés dans le bâtiment de la pelouse nord (28 800 dollars); et v) des services divers (240 800 dollars) relatifs à l'entretien des véhicules, aux prestations de coursier, à l'administration du garage, à la formation et aux essais relatifs aux nouvelles installations techniques des bâtiments, ainsi que d'autres services divers concernant les opérations de maintenance. Par rapport aux dépenses de 1 272 900 dollars prévues dans le précédent rapport, les chiffres ci-dessus représentent une sous-utilisation de 378 900 dollars qui s'explique par : i) des retards dans la procédure administrative concernant le transfert du système multimédia dans les locaux transitoires vers la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence, ce qui a entraîné un report des coûts correspondants, de 2011 à 2012; ii) la fermeture tardive du bâtiment de l'Assemblée générale et le fait que le nouveau local désigné pour accueillir provisoirement le service postal et la boutique-cadeaux, dans le bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, n'a pas été immédiatement disponible, ce qui s'est traduit par un report à 2012 du reliquat des fonds affectés au déménagement; iii) des coûts inférieurs aux prévisions pour le recensement et l'élimination de matériels; iv) un retard dans la mise en place du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques, qui a provoqué un report à 2012 des crédits relatifs aux fournitures et aux licences nécessaires pour faciliter les migrations des systèmes, ainsi qu'à la mise en service des nouveaux dispositifs, y compris le système de gestion des supports numériques; et v) des coûts inférieurs aux prévisions pour les autres services relatifs à la maintenance;

d) Mobilier et matériel (8 247 800 dollars). Par rapport aux prévisions de dépenses de 10 681 200 dollars indiquées dans le précédent rapport, la sous-utilisation se chiffre à 2 433 400 dollars. Le montant utilisé couvre la première phase de l'achat du matériel de diffusion audiovisuelle destiné au nouveau centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques. En raison de la mise en service par étapes des systèmes, ont été pris en compte pour 2011 les prix plafond garantis de 7 832 500 dollars et de 416 300 dollars pour l'adaptation des deux systèmes et leur intégration dans l'ensemble des systèmes à l'échelle du complexe qui sont prévus dans le plan-cadre d'équipement (voir les paragraphes 23 à 25 du document A/66/527). Le solde relatif aux deux projets est reporté à 2012 afin de fournir une provision pour imprévus de 10 % (783 300 dollars) permettant de répondre à des demandes de modification pendant la mise en service et de financer du matériel supplémentaire qui n'a pas encore été acheté. La sous-utilisation s'explique par : i) le report à 2012 du crédit de 1 731 800 dollars couvrant le matériel audiovisuel destiné au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques; ii) le report à 2012 de 450 000 dollars correspondant au câblage et au remplacement des installations de radio à ondes métriques et décimétriques du fait de l'exécution du plan-cadre et des logiciels et

serveurs multimédias de visioconférence, du fait de la mise en service par étapes du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques en 2012; et iii) l'utilisation en 2010 au lieu de 2011 d'un montant de 251 600 dollars affecté au mobilier dans les locaux permanents des sous-sols.

D. Bureau des technologies de l'information et des communications

45. Le montant des ressources requises pour 2011 était initialement évalué à 505 600 dollars. Un montant révisé de 404 300 dollars est maintenant proposé pour couvrir les besoins ci-après :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (73 800 dollars). Le montant prévu à cette rubrique dans le rapport précédent était de 157 800 dollars pour deux assistants en informatique chargés de fournir un appui technologique et logistique aux activités afférentes au plan-cadre d'équipement, notamment pour les préparatifs de la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale et le déménagement du personnel de l'espace transitoire au complexe du Secrétariat en 2012. Cette révision à la baisse s'explique essentiellement par le fait que l'appui logistique supplémentaire n'a finalement pas été nécessaire. Le montant de 73 800 dollars correspond au coût de deux emplois à plein temps pour le second semestre de 2011 afin de s'assurer que les préparatifs de la réinstallation du personnel procèdent dans les délais;

b) Services contractuels (330 500 dollars). Ce montant couvrira l'appui à l'infrastructure technologique, notamment pour régler les derniers problèmes concernant l'espace transitoire du sous-sol. La prévision d'un montant de 347 800 dollars figurant dans le rapport précédent correspondait à des services d'assistance informatique supplémentaires qui n'ont finalement pas été nécessaires durant l'année.

46. Les dépenses au 30 juin 2011 s'élevaient à 19 200 dollars; cette sous-utilisation concerne toutefois les services contractuels et elle est simplement due au fait que les contrats de service sont renouvelés dans le deuxième semestre de l'année.

E. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

47. L'Assemblée générale a approuvé des crédits d'un montant de 534 600 dollars pour 2011; s'y ajoute un solde de 1 573 200 dollars reporté de 2010, ce qui porte le montant des ressources disponibles pour l'année à 2 107 800 dollars.

48. Les dépenses pour les six premiers mois se sont chiffrées à 57 900 dollars. La sous-utilisation des crédits est due aux retards techniques dans la rédaction d'un avenant au contrat d'entretien des systèmes de sécurité des personnes dans les espaces transitoires et le centre de commandement primaire des services de sécurité. Les besoins liés à l'entretien des systèmes du centre de commandement ont été revus à la hausse à la suite de l'expansion de l'espace transitoire. L'installation en 2009 de nouveaux systèmes de sécurité au 380 Madison Avenue, dans l'immeuble Albano, au 300 East 42nd Street, dans le bâtiment de la pelouse nord et l'immeuble

Court Square a nécessité l'extension de l'infrastructure de contrôle de l'accès aux locaux et de vidéosurveillance du centre de commandement des services de sécurité de C-110 afin de répondre aux besoins de ces locaux transitoires. À l'expiration de la garantie d'un an, l'infrastructure sera incluse dans le contrat d'entretien du système de sécurité des personnes qui couvre déjà le complexe du Secrétariat. Le coût des services d'entretien supplémentaire sera déterminé une fois que le Comité d'examen des fournisseurs aura examiné et négocié les clauses du contrat.

49. Le montant des ressources nécessaires pour la seconde moitié de 2011 devrait se chiffrer à 1 025 300 dollars, soit 1 083 200 dollars au total pour l'année 2011, chiffre très inférieur aux prévisions antérieures. Cette diminution est liée en partie aux retards pris dans la révision des contrats d'entretien mentionnés plus haut, mais elle est due essentiellement à la décision de fermer le centre de commandement des services de sécurité du bâtiment des conférences. Ainsi qu'indiqué dans le rapport précédent, il était initialement prévu que ce centre reste au rez-de-chaussée du bâtiment des conférences pendant toute la durée de l'exécution du plan-cadre d'équipement afin de servir d'antenne auxiliaire du nouveau centre de commandement primaire des services de sécurité installé dans le bâtiment de la pelouse nord. Il a été décidé depuis lors de transférer le matériel électronique et informatique des systèmes de sécurité du bâtiment des conférences au Centre technologique de la pelouse nord, devenu disponible en octobre 2010. Par voie de conséquence, l'ancien centre de commandement de C-110 sera converti en espace de bureaux. La migration devrait s'achever d'ici à décembre 2011. Le montant révisé des ressources requises couvrira l'acquisition de matériel nécessaire pour appuyer le déménagement de l'infrastructure informatique du bâtiment des conférences au Centre technologique de la pelouse nord tout en assurant la continuité des services pendant la migration.

50. Les prévisions révisées pour la seconde moitié de 2011 s'établissent comme suit :

a) Serveurs et systèmes de gestion vidéo pour le déplacement du centre de commandement des services de sécurité (479 800 dollars). Il s'agit du matériel supplémentaire nécessaire pour accompagner le déménagement des principaux systèmes du bâtiment des conférences au Centre technologique de la pelouse nord, en réduisant au minimum la durée d'indisponibilité;

b) Services d'entretien des systèmes de l'espace transitoire et du centre de commandement des services de sécurité (345 500 dollars). Les ressources sont requises pour couvrir le coût d'entretien du matériel acquis au titre du plan-cadre d'équipement et dont la garantie a expiré en 2010. Les composantes couvertes sont l'infrastructure installée récemment au centre de commandement des services de sécurité pour appuyer les systèmes de sécurité des espaces transitoires ainsi que tous les systèmes de contrôle de l'accès aux locaux et de vidéosurveillance installés au 380 Madison Avenue, dans l'immeuble Albano, l'immeuble de Court Square, l'immeuble d'Innovation, le Teachers Building et le bâtiment de la pelouse nord;

c) Acquisition de matériel pour le réseau de sécurité (200 000 dollars).

51. En résumé, le montant des ressources disponibles pour 2011 a été de 2 107 800 dollars et les prévisions de dépenses révisées pour l'année s'établissent à 1 083 200 dollars. Il devrait donc rester un solde inutilisé de 1 024 600 dollars qui sera reporté sur 2012.

F. Département de la sûreté et de la sécurité

52. Dans sa résolution 65/269, l'Assemblée générale a approuvé des crédits d'un montant de 5 967 900 dollars pour 2011. S'y ajoute le solde non utilisé de 421 700 dollars reporté de 2010, ce qui porte à 6 389 600 dollars le montant des ressources disponibles pour 2011. Au vu de l'expérience des six premiers mois de 2011, le montant des dépenses à prévoir pour 2011 s'établit maintenant à 5 823 800 dollars, répartis comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (5 485 600 dollars). Des ressources d'un montant de 5 695 300 dollars ont été approuvées dans la résolution 65/269. Les prévisions de dépenses actuelles font apparaître un solde inutilisé de 209 700 dollars. Les ressources requises à cette rubrique couvriront le maintien de 50 emplois temporaires d'agent de sécurité et de 11 emplois supplémentaires d'agent de sécurité (approuvés pour la deuxième moitié de 2011), de 5 emplois de temporaire pour des administrateurs et de 3 emplois de temporaire pour des agents des services généraux (Autres classes), afin d'assurer des services conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle dans les espaces transitoires et les sites de construction du complexe du Secrétariat. Ces agents exerceront en particulier les fonctions suivantes : i) contrôle de l'accès aux locaux et filtrage des personnes, des colis et des véhicules à l'entrée et à la sortie des locaux transitoires et des sites de construction; ii) interventions d'urgence et gestion des crises; iii) services de laissez-passer et de documents d'identité pour toutes les activités de construction; iv) détection des engins explosifs; v) sécurité incendie et contrôle des matières dangereuses; vi) collaboration avec les autorités du pays hôte pour assurer le respect des règlements de sécurité et l'adoption de toute mesure corrective; vii) exercices d'incendies et formation correspondante; et viii) vérification des systèmes de sécurité des personnes dans tous les locaux transitoires. La sous-utilisation des crédits est liée aux retards pris dans le recrutement des 11 agents de sécurité supplémentaires;

b) Services contractuels (85 600 dollars). Le montant requis est inférieur de 15 200 dollars aux 100 800 dollars envisagés antérieurement. Il couvrira les tests antidrogue aléatoires et tests psychologiques administrés au personnel de sécurité (12 400 dollars), et la formation obligatoire des agents de sécurité (73 200 dollars). La diminution des besoins est liée au fait que la formation ne sera dispensée qu'à 61 agents de sécurité et non pas 72 comme prévu antérieurement;

c) Dépenses de fonctionnement (154 800 dollars). Les prévisions initiales étaient de 157 000 dollars. Les ressources couvriront : i) les frais de communications tels que factures de téléphone et de BlackBerry (11 600 dollars); ii) l'entretien du matériel de bureautique, les comptes de messagerie électronique et les accords de prestation de services passés avec le Bureau des technologies de l'information et des communications (49 800 dollars); et iii) les autres services, dont les services de soins vétérinaires et de chenil pour neuf chiens, le traitement des permis de port d'arme des agents de sécurité nouvellement recrutés, l'entretien et la réparation de trois véhicules, les frais de péage liés aux véhicules de transport canin, la tente supplémentaire requise à l'entrée du bâtiment de la pelouse nord durant la session de l'Assemblée générale et les services de serrurerie au 380 Madison Avenue (93 400 dollars);

d) Fournitures et accessoires (97 800 dollars). Le montant requis est inférieur de 38 900 dollars aux 136 700 dollars prévus antérieurement. Il couvrira les fournitures de bureau, les fournitures canines, les munitions et les uniformes des agents de sécurité. La révision des prévisions à la baisse est due au fait que les fournitures ne sont destinées qu'à 61 agents de sécurité et non plus 72.

En résumé, les ressources disponibles pour 2011 s'élèvent à 6 389 600 dollars et les prévisions de dépenses révisées à 5 823 800 dollars; il en résultera un solde inutilisé qui devrait s'élever à 565 800 dollars à la fin de 2011.

G. Bureau du plan-cadre d'équipement : mobilier

54. L'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant de 43 858 200 dollars pour l'acquisition de mobilier en 2011. Cette activité est gérée par le Bureau du plan-cadre d'équipement.

55. Les dépenses au 30 juin 2011 s'élevaient à 1 499 900 dollars. Elles sont liées aux services de consultation pour la formulation de la demande de propositions et du processus d'évaluation subséquent puisque, avec la reconfiguration des espaces de bureau et le plan de réaménagement, il a fallu repenser l'ensemble du nouveau mobilier à chaque étage du bâtiment du Secrétariat. Les prévisions de dépenses se chiffrent à 17 908 700 dollars pour la seconde moitié de l'année, réparties comme suit :

a) Gestion du mobilier (1 287 900 dollars). Le responsable du mobilier gère la coordination des multiples intervenants participant à l'installation du mobilier et propose aussi des services consultatifs tout au long des opérations, et notamment une assistance pour établir les budgets et les calendriers, vérifier le dosage de mobilier réutilisé et de mobilier neuf et aider à l'élaboration de la demande de propositions et du processus d'évaluation subséquent (en tant que membre de droit);

b) Modules de meubles et classeurs (16 620 800 dollars). Sont concernés les postes de travail du personnel, qui représentent le plus gros des dépenses de mobilier. Outre les cubicules et les surfaces de travail, ce mobilier comprend les classeurs installés à l'intérieur des postes de travail et les armoires à dossiers des départements qui se trouvent dans les espaces communs;

c) Le solde inutilisé de 24 449 600 dollars sera reporté sur 2012, une fois que l'acquisition et l'installation du mobilier seront terminées.

V. Prévisions de dépenses pour 2012

56. Selon les dernières estimations, les dépenses connexes culmineront en 2011 à 64 246 300 dollars, chiffre inférieur à l'estimation figurant dans le rapport précédent en raison de la mise en service échelonnée du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques ainsi que de l'achèvement des opérations d'achat et d'installation du mobilier de bureau en prévision de la réinstallation du personnel dans le bâtiment du Secrétariat et de la réouverture du bâtiment des conférences d'ici à la fin de 2012. Les deux activités sont gérées par le Bureau du plan-cadre d'équipement et entrent dans le cadre des arrangements contractuels passés avec le maître d'œuvre du projet.

57. Les prévisions font apparaître pour la fin de 2011 un solde non utilisé de 34 957 100 dollars qui sera disponible pour couvrir une partie des dépenses de 2012. Les prévisions de dépenses pour 2012 se chiffrent actuellement à 46 322 200 dollars. Déduction faite des ressources disponibles reportées de 2011, le montant net des fonds supplémentaires requis pour couvrir les dépenses prévues pour l'année s'élève à 11 365 100 dollars. Le tableau 6 en indique la répartition.

Tableau 6
Récapitulation des prévisions de dépenses pour 2012

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Prévisions de dépenses pour 2012</i>	<i>Solde inutilisé en 2011 (montant estimatif)</i>	<i>Montant net des ressources nécessaires pour 2012</i>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	722,8	–	722,8
Département de l'information	5 138,7	5 095,7	43,0
Bureau des services centraux d'appui	8 471,4	3 529,1	4 942,3
Bureau du plan-cadre d'équipement (mobilier)	24 449,6	24 449,6	–
Bureau des technologies de l'information et des communications	610,9	292,3	318,6
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	478,0	1 024,6	(546,6)
Département de la sûreté et de la sécurité	6 450,8	565,8	5 885,0
Total	46 322,2	34 957,1	11 365,1

A. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

58. Des ressources d'un montant estimé à 722 800 dollars seront requises en 2012 pour maintenir six emplois de temporaire (autre que pour les réunions), soit deux informaticiens (P-3) et quatre assistants à la gestion des dossiers [agent des services généraux (Autres classes)]. Ce complément d'effectif sera requis pour l'année entière. Selon toute probabilité, le personnel ne commencera à redéménager dans le bâtiment du Secrétariat qu'au quatrième trimestre de 2012, et ces emplois devront être maintenus tout au long de la période de réinstallation.

B. Département de l'information

59. Les ressources requises pour 2012 s'élèvent à 5 138 700 dollars correspondant aux objets de dépense ci-après :

- a) Services contractuels pour un montant de 43 000 dollars;
- b) Mobilier et matériel pour un montant de 5 095 700 dollars.

60. En ce qui concerne les besoins afférents au mobilier et au matériel (5 095 700 dollars), il est proposé de reporter sur 2012 le crédit ouvert, d'un montant de 5 095 700 dollars, précédemment inscrit au budget de 2011, afin de disposer d'une réserve en cas d'imprévus et d'avenants éventuels lors de la mise en service du système de gestion des supports numériques et du centre audiovisuel. Les deux systèmes font partie de l'ensemble plus large des systèmes audiovisuels qui sont déployés dans le périmètre au titre du plan-cadre d'équipement. Des dépenses sont à prévoir en 2012 pour les intégrer dans la structure du périmètre et acquérir du matériel supplémentaire tel que des caméras de télévision qui fourniront des enregistrements audiovisuels transmissibles et des archives en images des réunions et événements se déroulant au Siège.

61. Ainsi qu'expliqué dans le neuvième rapport annuel (A/66/527), six systèmes de transmission audiovisuelle et de radiodiffusion seront installés au Siège au titre du projet du plan-cadre d'équipement. Le dispositif est construit sur une plate-forme qui maximisera ses services, ses capacités et sa rationalité économique. Quatre des six systèmes sont inscrits au budget au titre du plan-cadre d'équipement (montant indicatif : 27,3 millions de dollars), étant donné qu'ils font partie intégrante de l'infrastructure du bâtiment et ne sont pas hautement spécialisés, ce qui exigerait du matériel et des installations spécifiques. Le plan-cadre d'équipement couvre : a) les systèmes audiovisuels du périmètre et l'infrastructure correspondante; b) le système combinant microphones de conférence/transmission de l'interprétation; c) le système de sonorisation du périmètre; et d) le système d'antenne permanente sur le toit.

62. Les principaux contrats concernent la rénovation et la modernisation du système de microphones de conférence/transmission de l'interprétation, les systèmes audiovisuels du périmètre, le centre audiovisuel et le système de gestion des supports numériques, qui sont tous destinés au bâtiment des conférences. Les phases des plans techniques détaillés, de la construction et de la mise en service se dérouleront en 2012.

63. Trois des quatre projets sont régis par des contrats de maîtrise d'œuvre, ce qui signifie que, si les besoins fonctionnels ont été pleinement définis, les détails d'ordre technologique et la manière dont la technologie spécifique choisie va interagir avec l'ensemble restent à déterminer. La phase des plans techniques détaillés, d'une durée de trois à cinq mois selon le projet, doit normalement permettre de corriger les éventuelles incompatibilités techniques et les défauts dans l'organisation des tâches. Pour être pleinement réussie, la phase de la construction qui suivra nécessitera un degré très élevé de coordination entre les projets et devra prévoir la résolution sur le site et en temps réel les problèmes liés à la poursuite des activités de l'ONU et aux travaux de construction du titre du plan-cadre d'équipement.

64. La phase finale de mise en service des systèmes dans le bâtiment des conférences interviendra entre octobre et décembre 2012. Dans ce laps de temps, tout en assurant la continuité des services à l'Organisation, le Bureau des services centraux d'appui accompagnera la mise en service du matériel et des systèmes ainsi que la formation du personnel aux nouvelles technologies et le basculement vers les nouveaux systèmes. La date fixée pour que l'ensemble des quatre projets soient pleinement opérationnels est le 21 décembre 2012. Les travaux se poursuivront en ce qui concerne le système des microphones de conférences/transmission de

l'interprétation, le système audiovisuel, les dispositifs de liaisons du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques pendant que le bâtiment de l'Assemblée générale sera en travaux.

65. En ce qui concerne les ressources nécessaires au titre des services contractuels (43 000 dollars), la rénovation du bâtiment des conférences en 2012 aura des incidences sur les visites guidées organisées par les Services des visiteurs, qui attirent jusqu'à un millier de personnes par jour. L'itinéraire a été modifié de manière que les visiteurs puissent être acheminés entre le grand hall et le deuxième étage. Il faudra donc prévoir environ huit heures supplémentaires d'utilisation d'ascenseur pour transporter les visiteurs aux heures de pointe. Pour des raisons de sécurité, les ascenseurs doivent être actionnés par des liftiers. La dépense supplémentaire relative aux liftiers, à raison de huit heures de travail par jour, est de 43 000 dollars pour 2012.

C. Bureau des services centraux d'appui

66. Les prévisions de dépenses pour 2012 s'élevaient initialement à 5 544 300 dollars. On calcule maintenant qu'il faudra 8 471 400 dollars pour couvrir la coordination et le soutien opérationnel de l'exécution du plan-cadre d'équipement, la migration des opérations dans les nouveaux systèmes de conférence du bâtiment des conférences, la mise en service du nouveau centre audiovisuel et l'acquisition de nouveau mobilier correspondant aux normes spatiales des locaux rénovés.

67. L'axe principal des activités pour 2012 sera de renforcer les capacités et de mobiliser les ressources nécessaires pour que le Service de la gestion des installations puisse prendre en main l'exploitation et l'entretien du bâtiment du Secrétariat et du bâtiment des conférences fin 2012 et début 2013, respectivement. Des ressources sont également requises pour gérer la logistique du traçage et de la cession du matériel lorsque le personnel quittera les locaux transitoires pour retourner dans le bâtiment du Secrétariat et au moment du déplacement des dons faits à l'Organisation.

68. Les ressources nécessaires pour 2012 couvrent les dépenses ci-après :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (2 052 400 dollars) pour le maintien de 15 emplois de temporaire;

b) Services contractuels (1 327 500 dollars) : i) services d'ingénieurs spécialisés pour superviser la mise en service du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques, la maintenance des systèmes vidéo et audio des salles transitoires et autres espaces de conférence; ingénieurs en audiovisuel pour piloter la migration des opérations des salles de conférences temporaires du bâtiment de la pelouse nord au bâtiment des conférences rénové. Est incluse dans ces services la participation à la mise à l'essai et en service des nouveaux systèmes (867 500 dollars); ii) divers autres services contractuels afin de conserver les compétences techniques nécessaires pour superviser la mise en service de l'infrastructure et des systèmes de gestion du bâtiment au titre du plan-cadre d'équipement (460 000 dollars);

c) Frais généraux de fonctionnement (2 879 700 dollars). Les ressources requises ont été chiffrées initialement à 2 134 400 dollars pour couvrir : i) la location d'espaces de bureaux pour accueillir les personnes occupant des emplois

financés au titre des dépenses connexes (429 000 dollars); ii) les services centralisés de traitement des données et de communications correspondant aux emplois du Bureau des services centraux d'appui financés au titre du plan-cadre d'équipement (45 400 dollars); iii) les services de gestion et de cession du matériel (1 010 000 dollars); iv) les services de déplacement des dons faits à l'Organisation (400 000 dollars); et autres services (250 000 dollars), dont la maintenance de l'espace multimédia transitoire, l'entretien des véhicules, les services de coursiers, l'appui à l'administration des garages, la formation et les services divers. Les estimations de ressources susmentionnées restent valides, mais des dépenses supplémentaires d'un montant de 745 300 dollars sont à prévoir pour 2012, à savoir : i) 360 000 dollars pour rénover les sols de la cuisine de la grande cafétéria et apporter d'autres améliorations mineures afin d'assurer la continuité des services de restauration. La rénovation de la cafeteria était initialement incluse dans le plan-cadre d'équipement. Ainsi qu'expliqué dans le neuvième rapport annuel (A/66/527), le bâtiment de l'annexe sud présente un certain nombre de défauts de sécurité et sa rénovation est actuellement à l'étude. Dans l'attente d'une décision sur la question, le montant susmentionné a été inclus pour que la cafétéria continue de répondre aux normes d'un service normal; ii) 30 000 dollars pour les services contractuels liés à la gestion et à la coordination des nouvelles salles de réunion communes du bâtiment du Secrétariat durant la période transitoire du déplacement. Il est prévu d'utiliser ces salles de réunion pour un effectif d'environ 3 000 personnes travaillant dans le bâtiment du Secrétariat; iii) 355 300 dollars, qui seront reportés de 2011 à 2012 du fait : des retards pris dans la mise en place du centre audiovisuel et du système de gestion des supports numériques, d'où des reports de ressources concernant les fournitures audiovisuelles (35 000 dollars) et l'appui technique nécessaire pour inventorier tout le nouveau matériel audiovisuel dans la base de données de la gestion du matériel (50 000 dollars); les retards du processus administratif de transfert du système multimédia de l'espace transitoire du Bureau du plan-cadre d'équipement à la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence, qui entraîne le report des ressources concernant le matériel, les licences d'utilisation des logiciels et l'appui pour les salles multimédias des espaces transitoires (149 100 dollars); et la fermeture tardive du bâtiment de l'Assemblée générale, qui entraîne le report des travaux mineurs de reconfiguration du centre postal et de la boutique-cadeaux du bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld (121 200 dollars);

d) Mobilier et matériel (2 211 800 dollars). Des ressources d'un montant de 30 000 dollars étaient initialement requises pour couvrir la fourniture de services de télévision par Internet dans le bâtiment du Secrétariat, conformément au calendrier de réoccupation. La révision à la hausse de ce montant s'explique par : i) le report des ressources de 2011, qui couvre les dépenses imprévues ainsi que les autres obligations contractuelles relatives au centre audiovisuel et au système de gestion des supports numériques (1 731 800 dollars); et ii) le report des ressources de 2011 pour le câblage et le remplacement des systèmes de communication radio haute et ultra-haute fréquences et les logiciels et serveurs multimédia de vidéoconférence (450 000 dollars).

D. Bureau des technologies de l'information et des communications

69. Des ressources d'un montant indicatif de 610 900 dollars seront requises en 2012 pour couvrir les dépenses ci-après :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (157 800 dollars). Les ressources nécessaires à cette rubrique restent inchangées par rapport au rapport précédent, puisque aucun changement dans les hypothèses initiales ayant servi au calcul des prévisions budgétaires n'est envisagé à ce stade pour l'appui logistique;

b) Services contractuels (453 100 dollars). Les ressources nécessaires à cette rubrique restent inchangées par rapport au rapport précédent, puisque aucun changement dans les hypothèses initiales ayant servi au calcul des prévisions budgétaires n'est envisagé à ce stade pour l'appui au projet du plan-cadre d'équipement.

70. Déduction faite du solde inutilisé qui devrait être reporté de 2011, le montant supplémentaire net requis pour 2012 s'élève à 318 600 dollars.

E. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

71. Le montant des ressources nécessaires pour 2012 est estimé à 478 000 dollars. Les prévisions actuelles pour 2011 font apparaître un solde inutilisé qui devrait s'élever à 1 024 600 dollars à la fin de l'année. Il peut être utilisé pour couvrir les dépenses du Bureau du plan-cadre d'équipement en 2012. Des crédits approuvés d'un montant de 546 600 dollars devraient également être disponibles en 2012 pour compenser les ressources engagées au titre d'autres dépenses connexes.

72. Les ressources requises pour 2012 couvriront les services de maintenance, à savoir :

a) 198 000 dollars pour appuyer le déménagement de matériel supplémentaire du centre de commandement primaire des services de sécurité du bâtiment des conférences au Centre technologique de la pelouse nord afin de renforcer les systèmes installés dans les bâtiments Albano, Court Square et pelouse nord, ainsi qu'au 380 Madison Avenue;

b) 280 000 dollars pour les services de maintenance des systèmes de contrôle de l'accès aux locaux et de vidéosurveillance au 380 Madison Avenue (92 000 dollars), dans l'immeuble Albano (56 000 dollars), le bâtiment de la pelouse nord (105 000 dollars), et l'immeuble de Court Square (27 000 dollars).

F. Département de la sûreté et de la sécurité

73. Les prévisions de dépenses se chiffraient initialement à 7 379 500 dollars pour 2012. L'estimation actuelle des ressources nécessaires est de 6 450 800 dollars, destinés à couvrir les dépenses suivantes :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (6 145 200 dollars). Les ressources requises s'établissaient à 7 045 000 dollars dans le rapport précédent.

Le nouveau montant couvrira le maintien de 61 emplois temporaires d'agent de sécurité, de 5 emplois d'administrateur et de 3 emplois d'agent des services généraux (Autres classes). La révision des prévisions à la baisse est liée au nombre d'emplois de temporaire, à savoir 61 et non pas 72 comme dans le rapport précédent;

b) Services contractuels (85 600 dollars). Le montant requis était initialement de 100 800 dollars. Les ressources couvrent les contrôles antidrogue aléatoires et les tests psychologiques administrés au personnel de sécurité (12 400 dollars) et la formation obligatoire exigée pour que les agents de sécurité puissent s'acquitter efficacement de leur mission (73 200 dollars). La révision des prévisions à la baisse résulte du fait que la formation n'est dispensée qu'à 61 agents de sécurité;

c) Dépenses de fonctionnement (159 300 dollars). Les prévisions initiales étaient de 164 300 dollars. Les ressources couvrent : i) les dépenses de communication telles que les factures de téléphone et de BlackBerry (11 600 dollars); ii) l'entretien du matériel de bureautique, les comptes de messagerie électronique et les accords de prestation de services passés avec le Bureau des technologies de l'information et des communications (49 800 dollars); et iii) les services de soins vétérinaires et de chenil pour neuf chiens du groupe cynophile, le renouvellement des permis de port d'arme et les services de serrurerie (97 900 dollars). La révision des prévisions à la baisse s'explique par le fait que la facturation forfaitaire par ligne téléphone, les frais d'appels téléphoniques interurbains et internationaux et les comptes de messagerie électronique ne concernent en définitive que 61 agents;

d) Fournitures et accessoires (60 700 dollars). Les prévisions de dépenses sous cette rubrique se chiffraient initialement à 69 400 dollars. Ce montant couvre les fournitures de bureau, les fournitures canines, les munitions et les uniformes des agents de sécurité. La révision des prévisions à la baisse provient du fait que les fournitures et accessoires ne sont finalement destinés qu'à 61 agents de sécurité.

74. Les prévisions actuelles pour 2011 font apparaître pour la fin de l'année un solde inutilisé des crédits approuvés, d'un montant estimé à 565 800 dollars, qui peut servir à couvrir en partie les besoins pour 2012, le montant net des ressources nécessaires s'établissant ainsi à 5 885 000 dollars.

G. Bureau du plan-cadre d'équipement : mobilier

75. Des ressources d'un montant total de 24 449 600 dollars seront requises pour 2012, réparties comme suit :

a) Sièges (13 957 700 dollars), pour l'acquisition de chaises de travail, sièges d'invités, divans et fauteuils de salon et chaises de salles de réunion afin de compléter les sièges existants;

b) Articles assemblés (2 442 200 dollars), à savoir par exemple bureaux, tables de réunion, tables d'ordinateur, tables de salon, tables d'appoint, rayonnages, classeurs en bois, crédences, tables de classe, lampes de table et lampadaires afin de compléter le mobilier existant, généralement destinés aux bureaux des secrétaires généraux adjoints, sous-secrétaires généraux et directeurs, ainsi qu'aux salles de conférence, salles de réunion/de cours et salons;

- c) Restauration du mobilier d'origine (1 911 500 dollars);
- d) Gestion des livraisons de mobilier et conception (3 500 000 dollars);
- e) Provisions pour imprévus (2 638 200 dollars).

VI. Prévisions de dépenses pour 2013

76. Ainsi qu'indiqué dans le neuvième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement, le calendrier de réoccupation du bâtiment du Secrétariat reste inchangé en 2012.

77. Le calendrier du plan-cadre d'équipement (voir A/66/527, chap. X) indique que la rénovation du bâtiment des conférences devrait de nouveau être reportée de six mois, à la fin de 2012, en raison de l'installation des dispositifs de sécurité renforcée. En conséquence, la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale, qui ne débutera pas tant que celle du bâtiment des conférences ne sera pas terminée, commencera maintenant au début de 2013, la fin des travaux étant prévue pour la mi-2014.

78. Des dépenses connexes d'un montant total de 4 227 500 dollars devront être prévues dans deux domaines en 2013 pour la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale :

a) 1 367 500 dollars pour le Bureau des services centraux d'appui afin de gérer la migration des systèmes audiovisuels dans le bâtiment des conférences et procéder au traçage et à la livraison du matériel dans le bâtiment de l'Assemblée générale;

b) 2 860 000 dollars prévus antérieurement pour que le Département de la sûreté et de la sécurité puisse assurer les tâches de sécurité en 2013 pendant la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale.

Tableau 7

Récapitulation des prévisions de dépenses pour 2013^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	–
Département de l'information	–
Bureau des services centraux d'appui	1 367,5
Bureau des technologies de l'information et des communications	–
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	–
Département de la sûreté et de la sécurité	2 860,0
Total	4 227,5

^a Pour la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale.

A. Bureau des services centraux d'appui

79. Le montant indicatif des ressources nécessaires pour 2013 était initialement de 750 000 dollars. Il apparaît maintenant que le montant à prévoir pour 2013 est de 1 367 500 dollars, ainsi qu'indiqué ci-après :

a) Services contractuels (375 000 dollars) : i) ingénieurs en services de conférence pour superviser la migration des systèmes audiovisuels du bâtiment de l'Assemblée générale au bâtiment de la pelouse nord et finaliser la mise en service du bâtiment des conférences (295 000 dollars); et ii) maintien du spécialiste des transferts engagé pour piloter le processus de mise en service des infrastructures et des systèmes de gestion installés dans le bâtiment de l'Assemblée générale (80 000 dollars);

b) Frais généraux de fonctionnement (475 000 dollars) : i) services de gestion du matériel dans le cadre de la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale (175 000 dollars); et ii) services de déplacement des dons faits à l'Organisation (300 000 dollars); au vu de l'expérience antérieure, il faudra prévoir 100 000 dollars supplémentaires pour les travaux de préservation à effectuer avant le déplacement définitif des dons;

c) Mobilier et matériel (517 500 dollars) : matériel de restauration, mobilier et équipement non couverts par le plan-cadre d'équipement destinés à la salle à manger des délégués, aux salons nord et sud des délégués, à la cafétéria et au Café viennois, qui rouvriront leurs portes une fois que la rénovation du bâtiment du Secrétariat et du bâtiment des conférences sera terminée. Au moment de la fermeture de ces lieux en vue du projet du plan-cadre d'équipement, il s'est avéré qu'une partie du matériel ne pouvait pas être entreposé et réutilisé et qu'il fallait donc s'en débarrasser. En cas de retard dans la réoccupation du bâtiment du Secrétariat, les dépenses connexes continueront de se chiffrer à environ 223 700 dollars par mois civil en 2013. Ce montant mensuel représente le minimum dont le Bureau des services centraux d'appui aura besoin pour que ses activités financées au titre des dépenses connexes restent à leur niveau de 2012.

B. Département de la sûreté et de la sécurité

80. Le montant des ressources requises antérieurement pour que le Département de la sûreté et de la sécurité puisse assurer les tâches de sécurité en 2013 durant la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale reste inchangé à 2 860 000 dollars. Toute augmentation du volume d'activité prévu résultant de travaux de construction supplémentaires liés au projet de sécurité renforcée figurant dans le plan-cadre d'équipement sera financée au moyen de fonds fournis pour ce projet par le pays hôte, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale au paragraphe 37 de sa résolution 65/269.

VII. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

81. L'Assemblée générale est invitée à :

- a) Prendre acte des progrès consignés dans le présent rapport;
- b) Noter que le coût global des activités afférentes au plan-cadre d'équipement pour la période allant de 2008 à 2013 s'établit à 146,8 millions de dollars;
- c) Noter que les dépenses connexes pour 2012 se chiffrent à 46 322 200 dollars, répartis comme suit :
 - i) 722 800 dollars pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences;
 - ii) 5 138 700 dollars pour le Département de l'information;
 - iii) 32 921 000 dollars pour le Bureau des services centraux d'appui;
 - iv) 610 900 dollars pour le Bureau des technologies de l'information et des communications;
 - v) 478 000 dollars pour les travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien au Siège;
 - vi) 6 450 800 dollars pour le Département de la sûreté et de la sécurité;
- d) Approuver un crédit d'un montant net de 11 365 100 dollars pour 2012, déduction faite du solde inutilisé d'un montant indicatif de 34 957 100 dollars pour la période 2008-2011;
- e) Approuver le maintien du financement des dépenses connexes dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement.